

Faire de l'enseignement un métier d'avenir

CRISE DU RECRUTEMENT, UN ENJEU SYNDICAL DECISIF

Grâce aux luttes conduites ces cinq dernières années avec les personnels par le SNES et la FSU, souvent seuls, le gouvernement a annoncé la fin du non remplacement d'un enseignant sur deux partant à la retraite et la création de 60 000 postes supplémentaires durant les cinq prochaines années pour compenser en partie les suppressions massives d'emplois de l'ère Sarkozy (80 000).

Mais la concrétisation de ce plan pluriannuel ambitieux n'est possible que si un certain nombre de verrous qui réduisent le vivier d'étudiants préparant les concours sont levés. L'an dernier, faute de candidats en nombre suffisant, ce sont près de 1100 postes aux concours dans le Second degré qui n'ont pas été pourvus. Cet enjeu est fondamental car il conditionne la mise en œuvre de toute politique voulant réellement améliorer les conditions d'études des élèves et d'exercice des personnels. En l'absence de mesures d'ampleur pour résorber la crise de recrutement, la pénurie de personnels débouchera sur la poursuite des hausses d'effectifs pas classe dans le Second degré, de l'inflation des heures supplémentaires, du resserrement des options, de la réduction des horaires disciplinaires, de l'extension de la précarité, de l'instauration d'une flexibilité au détriment de nos services et de nos qualifications (service partagé, bivalence...)...

DÉMOCRATISER LE SYSTÈME ÉDUCATIF, UNE NÉCESSITÉ POUR RECONSTITUER LES VIVIER

Un chiffre à lui seul montre l'incapacité de notre système éducatif à conduire une classe d'âge vers les qualifications les plus élevées dont ont besoin notre société et notre économie : le nombre d'étudiants en M2 est de 85 000. Pour faire face à ses besoins de recrutement l'an prochain, l'Éducation nationale devrait attirer un étudiant sur deux, ce qui est impossible.

Cette carence est le produit de politiques successives qui ont renoncé à faire réussir tous les élèves, en particulier ceux qui sont les plus éloignées de la culture scolaire et universitaire, issus de familles d'employés et d'ouvriers (54% des effectifs en scolarité obligatoire). Un récent rapport de l'OCDE a pointé des régressions inquiétantes : le taux d'élèves de 15 à 19 ans non scolarisés a augmenté en 20 ans de 10 %. Cela exige de relancer une démocratisation en panne et rompre avec les logiques des

réformes Fillon-Chatel (socle, lycée, voie technologique...) conçues pour supprimer des emplois d'une part et restreindre l'accès à un lycée préparant aux études supérieures longues aux seuls élèves répondant au modèle canonique de la réussite académique d'autre part.

Dans l'enseignement supérieur, le fort taux d'échec en licence (40%), la sélection très forte, faute de places, entre le M1 (110 000 étudiants) et le M2 (85 000 étudiants), constituent de puissants goulets d'étranglement. Or le Gouvernement oppose une sourde oreille à des mesures nationales de massification de l'accès au master, à une véritable revalorisation des bourses sociales et à une allocation d'autonomie pour tous les étudiants. Pour ce qui concerne l'accès aux métiers d'enseignement, il préfère recycler les mesures Chatel et les emplois d'avenir au lieu de mettre en

place des pré-recrutements (voir p.7).

A l'opposé du SNES et de la FSU qui exigent une prise en compte dans sa globalité de la crise du recrutement pour obtenir des avancées dans la démocratisation du système éducatif, des organisations syndicales comme l'UNSA et le SGEN veulent prendre prétexte de la faiblesse du vivier en M2 pour revenir sur l'élévation du niveau de recrutement des personnels enseignants et d'Éducation en abaissant le recrutement en L3 ou en M1. Il s'agit pour elles, en phase avec leur projet éducatif d'École du socle, de transformer nos métiers en mettant en cause leur haut niveau de qualification disciplinaire et ainsi organiser une rupture historique, lourde de dangers : pour la première fois, les enseignants du Second degré ne seraient pas recrutés au même niveau que les cadres !

METTRE FIN AU DÉCLASSEMENT DE NOS PROFESSIONS POUR RENDRE NOS METIERS ATTRACTIFS



Le rapport de l'OCDE de l'an passé a rappelé de façon éclatante le déclin salarial de nos professions. La rémunération des enseignants français est de 25% inférieure à la moyenne de celle des pays de l'OCDE, et leur pouvoir d'achat a reculé de 15% entre 2000 et 2010 alors que, partout, en Europe celui des enseignants progressait. Les mesures Chatel de revalorisation restent indécentes : un certifié en début de carrière gagne 1,4 SMIC contre 2,1 en 1982, le traitement d'un enseignant s'établit à 66% de celui d'un cadre dans le privé à qualification égale. Sans revalorisation réelle et rapide, nos métiers resteront peu attractifs.

C'est pour cette raison qu'il est urgent aussi d'améliorer des conditions de travail dégradées (service partagé, classes surchargées, heures supplémentaires...), et d'en finir avec une conception du métier d'enseignement réduite à celle d'un docile techni-

icien appliquant les bonnes pratiques (pilotage managérial, destruction de la formation initiale et continue...).

Les enjeux du recrutement exigent des mesures d'ampleur exceptionnelle. Le gouvernement a trouvé 20 milliards pour les entreprises au nom d'une conception de la compétitivité et selon des moyens auxquels le SNES s'oppose (augmentation de la TVA, nouvelle réduction de la dépense publique). Il est inacceptable qu'ils n'investissent pas dans un métier d'avenir dont le Ministre de l'Éducation nationale a affirmé qu'il était digne, parce qu'il engage l'avenir de la jeunesse et de la nation.

Ces exigences, le SNES compte les porter avec les personnels au nom d'une conception ambitieuse du système éducatif et du Service public d'Éducation, de nos métiers et de nos missions.